



## COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

### **La protection des enfants au cœur du débat au Symposium national sur la protection de l'enfant**

Antananarivo, le 26 septembre 2012 – « Protégeons nos enfants contre la Maltraitance et les Pires Formes de Travail des enfants » est le thème du Symposium national sur la protection de l'enfant qui se tient depuis ce matin et se poursuivra jusqu'à demain, 27 septembre 2012 au Centre de conférences internationales d'Ivato. Organisé à l'initiative de PACT Madagascar, de la Plateforme de la Société civile pour l'Enfance, du BIT, du Comité national de lutte contre le travail des enfants, du Ministère de la Population et de l'UNICEF, ce symposium a pour objectif de placer la question de la protection des enfants à Madagascar au cœur du débat.

Pendant ces deux jours, les participants vont faire le point sur la situation de la protection des enfants à Madagascar, partager les expériences et les bonnes pratiques des différents acteurs et intervenants dans la protection et identifier des pistes d'actions urgentes mais aussi à long terme en vue de rétablir et d'améliorer l'environnement de droit et de protection de l'enfant aussi bien dans les localités, qu'au niveau national.

Madagascar a, certes, réalisé des avancées en matière de protection de l'enfance, en adoptant un certain nombre de mesures législatives, comme la loi n°2007-023 relative aux droits des enfants et à la protection de l'enfance ou encore la loi n°2007-022 qui fixe l'âge du mariage à 18 ans. Des progrès ont été constatés dans certains secteurs clés de la santé et de l'éducation. Des enfants ont également pu être retirés des pires formes de travail.

Malgré ces progrès, des préoccupations demeurent face aux menaces et face aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des dispositions législatives, des politiques et des programmes en faveur des enfants. La crise politique à laquelle le pays fait face depuis plus de trois ans, ainsi que les catastrophes naturelles qui atteignent régulièrement Madagascar ont des répercussions néfastes sur les enfants. La pauvreté qui touche 82% des enfants en 2010 n'est pas sans conséquence sur leur santé, leur nutrition, leur accès à un système d'assainissement adéquat ou encore leur éducation et leur scolarité.

Dans ses observations finales sur le rapport périodique de Madagascar sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité des Droits de l'enfant s'inquiète des pratiques de survie et des pratiques culturelles néfastes aux enfants dans les différentes régions de Madagascar, de l'ampleur de l'exploitation économique des enfants ainsi que du phénomène de la violence intrafamiliale.

A Madagascar, un enfant sur deux est un enfant travailleur. Juan Somavia, Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a déclaré que « *L'abolition du travail des enfants est une question qui relève des droits humains et de la justice sociale. Continuons de lutter, ne fléchissons pas* ».

De fait, « *le Symposium permettra de briser le silence sur les menaces qui pèsent sur la protection de l'enfant, et de proposer ensemble des solutions cohérentes et communes pour y faire face, à travers les expériences et les bonnes pratiques de chaque intervenant* », a déclaré le Représentant de l'UNICEF, Steven Lauwerier.

Amanda Childress, le Country Director de Pact Madagascar a souligné, que « *quand la vie et l'avenir des enfants sont en jeu, nous n'avons pas le droit de rester silencieux. J'invite chacun à se demander quel rôle il peut jouer dans l'éradication du travail des enfants et de l'exploitation sexuelle des enfants, et à agir ensemble pour la protection des enfants, afin d'assurer que tous les enfants aient droit à leur enfance, à leur innocence, à une éducation de qualité, pour un avenir meilleur* ».

Une déclaration commune sur les stratégies à mettre en œuvre pour des interventions urgentes, à moyen et à long terme devrait clôturer demain le Symposium. « Ne rien faire c'est laisser chaque jour des milliers d'enfants et leur famille s'enfoncer dans une pauvreté extrême

inacceptable », a souligné Noromanana Lalaharivony, coordinatrice de la Plateforme de la société civile pour l'enfance.